

814

En Italie, la récession s'aggrave malgré la potion amère de Mario Monti

Le gouvernement prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2015 et non plus en 2013

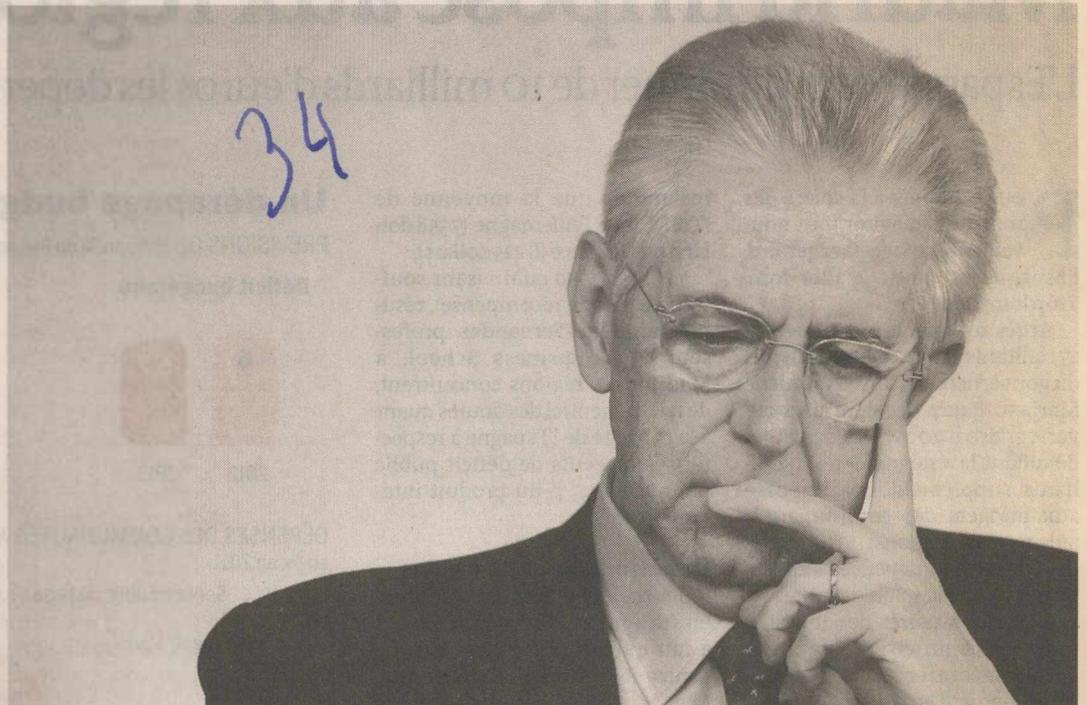
Rome
Correspondant

Tout ça pour ça. Malgré quatre plans de rigueur depuis juillet 2010 (pour un montant cumulé de 232 milliards d'euros), un changement de gouvernement et le vote définitif, mardi 17 avril, de « la règle d'or », le gouvernement italien a annoncé, mercredi 18 avril, une aggravation de la récession pour 2012 et retardé de deux ans ses prévisions de retour à l'équilibre budgétaire, initialement attendu pour 2013. Une douche froide pour les « professeurs ».

Alors que l'exécutif italien tablait sur une contraction du produit intérieur brut (PIB) de 0,4% en 2012, il a pris acte, mercredi, à l'issue du conseil des ministres, d'une baisse de 1,2%, plus en ligne avec les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), qui envisage pour la Péninsule une détérioration du PIB de 1,9% pour 2012 et de 0,3% pour 2013, soit la pire performance de la zone euro. Grèce mise à part. Du coup, l'estimation des comptes publics est à revoir : ils resteront dans le rouge en 2013, de 0,5%, au lieu du +0,1% prévu.

C'est la première fois que le président du Conseil, Mario Monti, se trouve confronté à des résultats défavorables. Jusqu'alors, il avait réussi à donner le change grâce à la « réputation retrouvée » de l'Italie. Le *spread*, le différentiel de taux d'intérêts entre les emprunts allemands et italiens, qui mesure la confiance des marchés, était jusqu'ici contenu. Il est reparti à la hausse. « Malgré les progrès accomplis, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, dans un contexte plus favorable mais encore caractérisé par des éléments d'incertitude », a reconnu M. Monti.

Mais le gouvernement veut croire encore aux vertus de sa potion



Mario Monti, le président du conseil italien, mercredi 18 avril. TONY GENTILE/REUTERS

amère. « Le PIB redeviendra positif en 2013 [+0,5%] et accélérera au cours des deux années suivantes [respectivement 1% et 1,2%], ce qui permettra à la dette publique de tomber de 120,3% [du PIB] en 2012 à 110,8% en 2015 », espère M. Monti.

« L'action de rééquilibrage financier a été accompagnée par l'adoption de diverses mesures de réforme, destinées à lever les principaux obstacles qui ont entravé le potentiel de croissance de l'Italie, s'est-il félicité. Sur la base des estimations du gouvernement, ces réformes devraient augmenter la croissance de 2,4% entre 2012 et 2020. » Bref, il suffit d'attendre, selon lui.

Les Italiens en auront-ils la patience ? Si le président du Conseil jouit encore d'un fort capital de confiance, en raison de sa réputation d'économiste et du souvenir

– durable et désastreux – laissé par son prédécesseur, Silvio Berlusconi, les Italiens ne sont néanmoins pas prêts à accepter des sacrifices sans contreparties.

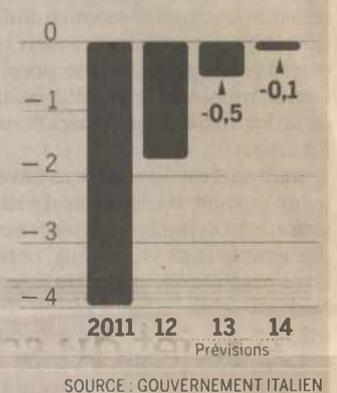
Les mesures concernant la croissance se font attendre. A leur place, ils ont été servis en hausse des impôts, de TVA (+1%), en lutte sans merci contre l'évasion fiscale, en recul de l'âge de départ à la retraite et en flexibilité de l'emploi. Le taux d'imposition des Italiens est désormais de 45,1% et le taux de chômage de 9,3%.

Grève générale le 20 avril

Jusqu'alors attentistes, les syndicats dénoncent la réforme du marché du travail, en discussion au parlement, qui assouplit les règles du licenciement économique. La CGIL, la plus puissante des confédérations italiennes, a prévu, vendredi 20 avril, quatre heures de grève générale. Les partis politiques, de droite comme de gauche, qui soutiennent le gouvernement en espérant en retirer les dividendes lors des prochaines élections (municipales les 6 et 7 mai et législatives en mai 2013), cherchent désormais à retrouver leur identité, au risque de faire vaciller la majorité.

Mais M. Monti ne démord pas de son credo : pas de politique de

Moins bien que prévu DÉFICIT BUDGÉTAIRE ITALIEN, en % du PIB



croissance sans restauration des comptes. « C'est la voie permettant de construire une économie sociale moderne et de marché », a-t-il une nouvelle fois martelé. « Nous nous battons tous les jours pour éviter le destin dramatique de la Grèce », a-t-il lancé. Reconnaissant « le prix très élevé imposé par la crise aux familles, aux jeunes, aux travailleurs, aux entreprises », il a eu une pensée pour « le désespoir » qui a poussé certains de ses compatriotes au suicide. C'est pour l'instant le seul point commun entre la Grèce et l'Italie. ■

PHILIPPE RIDET